



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 23 – 3 au 9 juin 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : La croissance accélère légèrement au premier trimestre 2022
- **Afrique du Sud** : Les productions minière et manufacturière en très net recul au mois d'avril
- **Angola** : La BODIVA enregistre sa première entrée en bourse
- **Botswana** : Le FMI conclut une mission d'analyse économique dans le pays
- **Malawi** : Point sur l'avancée des discussions avec le FMI
- **Namibie** : La reprise du secteur du tourisme s'accélère en 2022
- **Zimbabwe** : Le pays cherche à intensifier ses liens commerciaux avec la Russie

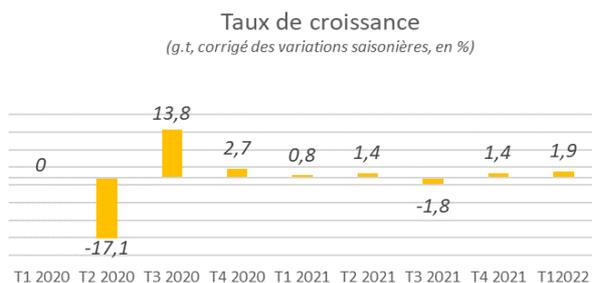
Zoom sur... la nouvelle stratégie d'investissements d'Infrastructure SA

Le 31 mai, *Infrastructure SA* (entité établie en mai 2020 afin de coordonner des efforts du gouvernement dans la mise en place du plan de développement des infrastructures et la gestion du fonds d'investissement de 100 Mds ZAR) a présenté sa nouvelle stratégie d'investissement (*Country Investment Strategy*). Le document rappelle l'ambition de faire de l'Afrique du Sud un pays compétitif pour les investissements étrangers et domestiques à travers plusieurs leviers, dont le développement d'accords internationaux bilatéraux et multilatéraux; le renforcement du climat des affaires – simplification du cadre réglementaire; la mise en place d'incitations ciblées; une lutte efficace contre la corruption, etc. Infra SA cherche ainsi à délivrer un réseau d'infrastructures de haute priorité d'ici à 2050, aligné avec les grandes orientations des politiques publiques (Plan National de Développement). En ce sens elle cherche à favoriser les « investissements nouveaux » (*greenfield investment*) dans plusieurs secteurs identifiés comme prioritaires (énergie, eau, transport de marchandise, construction) de même que dans certaines industries innovantes à fort potentiel (*big frontiers* - l'hydrogène vert, infrastructures numériques, etc.). Par ailleurs, le document évoque la nécessité d'adopter une stratégie coordonnée avec les nombreuses agences de promotions des investissements nationales et régionales présentes dans le pays (plus de 30) pour développer une politique cohérente et une communication lisible.

Les objectifs présentés apparaissent comme particulièrement ambitieux, avec une cible de formation brute de capital fixe établie à 30% du PIB - dont 20% pour le secteur privé et 10% pour le secteur public. Pour rappel, l'indicateur atteignait moins de 18% en 2020 et a continuellement reculé depuis 2012. Le défi reste donc colossal, alors que la confiance des investisseurs internationaux a été durablement dégradée depuis le phénomène de corruption généralisé sous la Présidence Zuma (2010-2018) et que les entreprises publiques font face à une crise opérationnelle et financière qui contraint fortement leurs capacités d'investissement.

Afrique du Sud

La croissance accélère légèrement au premier trimestre 2022 (StatsSA)



Selon StatsSA, le PIB a progressé de 1,9% au premier trimestre 2022 (glissement trimestriel) – après +1,4% au trimestre précédent. La croissance, significativement supérieure aux anticipations des marchés (entre +1,2% et +1,7%), atteint ainsi un point haut qui n'avait pas été observé depuis plus d'un an. L'économie dépasse donc pour la première fois ses niveaux d'activité pré-crise (+0,5% par rapport au PIB du premier trimestre 2020). Sur le plan sectoriel, l'activité a crû dans huit secteurs sur dix, en particulier dans l'industrie manufacturière (+4,9% soit une contribution positive de 0,6 point), le commerce domestique (+3,1% soit +0,4 point) et les services financiers et aux entreprises (+1,7% soit +0,4 point). A l'inverse, elle s'est contractée dans le secteur minier (-1,1% soit une contribution négative de -0,1 point). Du point de vue de la demande, la consommation des ménages est le principal contributeur à la croissance (+1,4% soit +1 point) – en lien avec un rebond de la confiance suivant la levée de la plupart des restrictions sanitaires à la fin de l'année 2021, ainsi qu'une baisse du chômage sur la période. A noter également la forte progression des investissements (+7,3% soit +0,5 point), portés par le secteur public. Pour l'ensemble de l'année 2022, le consensus s'établit toujours aux alentours d'une croissance de +2% - après +4,9% en 2021.

Les productions minière et manufacturière en très net recul au mois d'avril (StatsSA)

Selon StatsSA, la production minière a chuté de près de 15% au mois d'avril, comparativement à la même période l'an passé, soit le troisième mois consécutif de contraction de l'indicateur. L'importance de la baisse, la plus marquée depuis le choc initial de la pandémie de Covid-19 (mars 2020), a surpris les analystes, qui tablaient sur un recul bien plus mesuré (aux alentours des -5%). Cette mauvaise performance s'explique notamment par la recrudescence des délestages électriques sur la période et par l'important mouvement social qui touche, depuis début mars, l'un des principaux producteurs d'or et de platine du pays. A noter également l'impact des inondations dans la région du Kwazulu natal qui ont fortement endommagé les infrastructures portuaires de Durban par lesquelles transitent la majorité des exportations du pays, aggravant ainsi les difficultés logistiques du secteur. La production a ainsi diminué pour la quasi-totalité des postes, notamment les métaux du groupe platine (-22,6% soit une contribution négative de 5,8 points), l'or (-28% soit -3,6 points) et le charbon (-14,7% soit -3,8 points). La production manufacturière a aussi enregistré une baisse record sur la période (-7,8%), la plus importante depuis octobre 2021. L'évolution s'explique notamment par la contraction de l'activité des industries automobile (-28,6% soit -3,3 points – en lien avec la mise à l'arrêt pendant plusieurs semaines de nombreuses usines du secteur, endommagées par la catastrophe naturelle dans la région de Durban), agroalimentaires (-3,7% soit -0,9 points) et sidérurgiques (-4,4% soit -0,9 point).

Le FMI conclut une mission d'analyse économique de routine dans le pays (FMI)

Le 7 juin, le FMI a rendu publiques les premières conclusions d'une mission d'analyse de routine, menée du 26 mai au 6 juin. Dans un communiqué, il souligne que la reprise de l'économie va se poursuivre en 2022 (croissance estimée à +1,9%) – en lien avec la nouvelle orientation à la hausse des cours des matières premières et un effet de

rattrapage de certains secteurs toujours déprimés (tourisme et BTP notamment). Il rappelle toutefois que l'économie va faire face à de nombreux chocs, à la fois domestiques (inondations dans le Kwazulu Natal) et internationaux (ralentissement de la croissance mondiale, hausse des pressions inflationnistes, etc.). L'IFI appelle donc le gouvernement à maintenir sa trajectoire de rationalisation des dépenses publiques (priorisant les dépenses pour limiter l'impact des chocs conjoncturels). Il évoque aussi la nécessité de favoriser la compétition, d'accélérer la restructuration d'Eskom et de Transnet et de retirer les nombreux obstacles aux investissements privés. Si certaines avancées majeures sont soulignées sur le plan des réformes (attribution des licences 5G et libéralisation partielle du secteur de l'énergie), les difficultés de leur mise en œuvre continuent de peser sur la confiance des investisseurs.

Angola

La BODIVA enregistre sa première entrée en bourse (BODIVA)

Le 9 juin, la Banque Angolaise d'Investissement (BAI – première banque du pays par taille de bilan et volume d'affaire) a levé 94 MUSD suite à l'introduction de 10% de son capital sur la principale bourse angolaise (BODIVA). Il s'agit ainsi de la première introduction en bourse (*Initial Public Offering*) sur la BODIVA depuis sa création, il y a 8 ans – seul des titres de dettes étant jusqu'alors échangés sur cette place financière. Ces actions étaient préalablement détenues par les entreprises publiques Sonangol (entreprise pétrolière) et Endiama (entreprise diamantifère). L'opération marque donc la sortie définitive de l'Etat angolais de l'établissement bancaire et s'inscrit plus globalement dans l'ambitieuse stratégie de privatisation du gouvernement, avec douze opérations prévues cette année dont, celles de la banque Caixa et de l'assureur ENSA.

Botswana

Le FMI conclut une mission d'analyse économique dans le pays (FMI)

Le 31 mai, le FMI a rendu publiques les premières conclusions d'une mission dite « Article IV » qui s'est déroulée dans le pays du 4 au 18 mai. Dans un communiqué, le Fonds indique que la croissance va se maintenir à un niveau élevé en 2022 (+4,3%), après un fort rebond en 2021 (+11,4%). L'économie va notamment bénéficier de la hausse des prix et de la demande sur le marché des diamants – dont l'offre globale est contrainte par les sanctions à l'égard de la Russie, premier producteur mondial. Dans une moindre mesure, la reprise va être soutenue par la normalisation progressive du secteur du tourisme et les bonnes récoltes agricoles (conditions météorologiques favorables). Toutefois, l'IFI encourage la banque centrale (*Bank of Botswana*) à resserrer sa politique monétaire pour faire face au niveau particulièrement élevé des pressions inflationnistes (9,6% sur un an selon le dernier pointage du mois d'avril) et rappelle qu'il est nécessaire d'accélérer les réformes de diversification de l'économie pour dynamiser le marché du travail, assurer une croissance inclusive à moyen terme et rendre l'économie plus résiliente en cas de choc.

Malawi

Point sur l'avancée des discussions avec le FMI (FMI)

Le 6 juin, le FMI a publié un communiqué faisant le point sur les discussions tenues avec les autorités malawites dans la semaine du 25 mai au 3 juin, dans l'objectif de restaurer la stabilité macroéconomique du pays. Ces échanges font suite à la requête du Malawi pour l'obtention d'un programme de financement du Fonds, face au tarissement préoccupant du niveau de réserves dans un contexte de forte dégradation

de la position extérieure du pays. Si le FMI souligne les progrès réalisés sur la normalisation du marché des changes, il rappelle que les discussions en vue de la conclusion d'un accord de principe ne pourront se faire que dans le cas où la dette serait jugée soutenable et une fois l'audit des réserves de la Banque centrale (*Reserve Bank of Malawi – RBM*) finalisé. En effet, pour rappel, un précédent programme (*Extended Credit Facility*) avait été mis en place par le Fonds dans le pays en 2018, avant d'être annulé en septembre 2020 pour cause de déclarations erronées de la RBM sur le montant de ses réserves – ce qui avait déclenché cette procédure d'audit.

🇳🇦 Namibie

La reprise du secteur du tourisme s'accélère en 2022 (*RMB, NamStats*)

D'après les dernières données de la *Namibian Hospitality Association*, le taux d'occupation des hébergements dans le pays a atteint 36,5% au mois d'avril, un niveau nettement supérieur à ceux enregistrés l'année précédente à la même période (27%). Par ailleurs, selon l'organisme national de statistiques (*Namstat*), le nombre d'arrivées de voyageurs dans le pays a progressé de 130% au premier trimestre 2022 par rapport à la même période l'année précédente, pour atteindre 142 000 – un niveau toutefois inférieur de près de 60% à celui enregistré au premier trimestre 2020. La reprise du secteur du tourisme semble donc s'accélérer dans le pays et les

analystes tablent désormais sur un retour de l'activité à des niveaux pré-crise dans le courant de l'année 2023.

🇿🇼 Zimbabwe

Le pays cherche à intensifier ses liens commerciaux avec la Russie (*NewzWire*)

Début juin, dans le cadre d'une Commission Intergouvernementale avec la Russie, le gouvernement zimbabwéen a évoqué son souhait d'intensifier ses relations commerciales bilatérales – par une hausse des volumes d'achat de céréales et d'huiles végétales, ainsi que de nouveaux flux d'importation de produits pétroliers. Pour rappel, le Zimbabwe demeure dépendant des importations d'hydrocarbures et de céréales pour sa consommation domestique – une dépendance renforcée par les mauvaises récoltes agricoles en raison de conditions météorologiques défavorables. Alors que les échanges restent très limités avec la Russie (flux inférieurs à 12,5 MUSD en 2020, soit le 33^{ème} fournisseur du pays – essentiellement des engrais), le pays demeure un allié de Moscou sur la scène internationale. Dans un contexte marqué par une hausse inédite des cours du pétrole et des céréales, et face à une inquiétante détérioration de l'environnement macroéconomique domestique, Harare pourrait voir dans la Russie un nouveau fournisseur bon marché.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international